

CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE GIBERVILLE

ET

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Entre

La ville de Giberville, représenté par Monsieur Damien de WINTER, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal de la Commune en date du 20 mars 2026 ;

Et :

Le Centre Communal d'Action Sociale de Giberville, représenté par Madame Danièle DUCRET, Vice-présidente ;

Il a été convenu ce qui suit :

Preamble

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Giberville est régi par les articles L.123-4 à L.123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ainsi que par les articles R.123-1 à R.123-38 du même code.

Conformément à l'article L.123-6 du CASF, le CCAS constitue un établissement public communal. Il dispose d'une personnalité juridique propre et d'un Conseil d'Administration.

Le CCAS de Giberville porte et anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune. A ce titre, il exerce des compétences obligatoires ainsi que de nombreuses compétences facultatives.

Pour mener à bien ces missions, il dispose d'un budget, d'un patrimoine, de moyens humains et matériels propres.

Une part importante de ses ressources financières réside cependant dans la subvention municipale versée annuellement.

Il est l'acteur prépondérant de l'action sociale sur le territoire communal.

Parce qu'il ne peut intervenir seul et parce que la ville de Giberville est forte d'un réseau associatif dédié, le CCAS fédère les acteurs et suscite les coopérations pour apporter des réponses adaptées.

Article 1 : Objet de la convention

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), établissement public, est doté par la loi de missions légales et facultatives déterminés par le Conseil d'Administration, auxquelles s'ajoute la gestion de la résidence autonomie Guy Travers, situé au 22 rue Voltaire à Giberville.

Par la présente convention, la commune s'engage à soutenir la réalisation des objectifs du CCAS, en mettant à sa disposition les moyens nécessaires à son action, et en lui versant annuellement une subvention de fonctionnement, dont le montant reste défini lors de l'élaboration du budget primitif de la Ville.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260427-2026042709-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

Cette convention a également pour objet de définir les objectifs communs d'action sociale du CCAS de Giberville, en identifiant notamment les compétences et les missions du CCAS, en fonction de la loi, mais également des orientations politiques et des objectifs stratégiques formulés dans le projet social.

Article 2 : Missions du CCAS

Le Code de l'Action Sociale et des Familles expose les compétences obligatoires des CCAS / CIAS.

Elles sont les suivantes :

Article 123-5 : « Le centre communal d'action sociale anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables.

Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Il transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité.

L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande. »

Article 3 : Partenariat Ville / CCAS : engagements et moyens

En tant qu'établissement public autonome doté de son propre Conseil d'Administration, le CCAS définit ses objectifs opérationnels et ses modalités d'action.

Il dépend étroitement du concours financier annuel consenti par la Ville de Giberville et à ce titre, il doit rendre compte de l'utilisation des deniers publics dont il est dépositaire.

Le Maire et la Vice-présidente du CCAS s'attacheront à échanger et coordonner les objectifs politiques partagés, ainsi que les moyens alloués aux actions mises en œuvre lors de rencontres régulières.

Le CCAS s'engage à réaliser les missions et les projets identifiés en s'attachant à :

- La recherche de la qualité du service,
- Le respect des objectifs partagés,
- La recherche de l'efficacité.

Afin d'assurer la mise en œuvre de la politique sociale municipale, la Ville de Giberville s'appuie sur le CCAS et lui met à disposition les moyens financiers et humains nécessaires, dont une subvention annuelle.

Par ailleurs, le CCAS bénéficie de l'appui et de l'ingénierie des services municipaux.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois, et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour ce qui concerne la commune, cette dénonciation s'effectuera en raison de la non application des clauses contractuelles ou pour toute autre raison d'opportunité liée à la politique municipale.

Les moyens financiers, matériels et/ou humains peuvent faire l'objet de modifications à tout moment de la période conventionnelle.

Ces modifications, définies comme un accord commun entre les parties, feront l'objet d'avenants.

Ceux-ci préciseront les éléments modifiés de la convention, sans que les changements ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 5 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Les annexes de la présente convention précisent :

- Les contributions financières et/ou non financières dont le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1^{er} (subvention, mise à disposition de locaux, mise à disposition de véhicule...).

Article 6 : Les assurances

La Commune de Giberville, en sa qualité de propriétaire des locaux du siège du CCAS, souscrira les assurances lui incombant à ce titre.

Article 7 : Avenant à la convention

En cas d'évolution significative des missions et des conditions financières de l'exécution de la convention ou d'évolution législative ou réglementaire majeure, les parties conviennent de se rencontrer à la demande de l'une ou de l'autre.

Ainsi, la présente convention peut être révisée à tout moment suite à l'accord des parties et la validation du Conseil d'Administration du CCAS et du Conseil Municipal.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions.

Article 8 : Fin de la convention

Sauf événement exceptionnel, la convention arrivera à échéance à la date du 27 avril 2027. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Damien de WINTER

Maire de GIBERVILLE

Danièle DUCRET

Vice-Présidente du CCAS

ANNEXE FINANCIERE

I - MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La règle de l'annualité budgétaire permet à la collectivité de considérer le montant de la subvention allouée à chaque exercice budgétaire en fonction des besoins exprimés par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Son montant est fixé annuellement par décision du Conseil Municipal.

La subvention annuelle 2026 de 250 000 € sera créditée au compte du Centre Communal d'Action sociale (CCAS), selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- Un premier versement de 100 000 € au cours du mois d'avril de l'année N
- Un second d'un montant de 100 000 € en août de l'année N
- Un solde de 50 000 € en octobre de l'année N

La Commune notifiera par courrier au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) après le vote du Conseil Municipal, le montant définitif annuel de la subvention.

II - OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE CCAS

En 2026, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), outre ses missions réglementaires, poursuit les objectifs et met en œuvre les actions suivantes :

- Le centre communal d'action sociale anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables.
- Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire.
- Il transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité.
- L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.
-

III - OBLIGATIONS COMPTABLES

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) s'engage :

- À formuler la demande annuelle de subvention lors des entretiens budgétaires organisés au dernier trimestre de l'année N-1, prévoyant les moyens pour réaliser les objectifs - projet(s), action(s) ou programme(s) d'actions ...
- À communiquer à la collectivité, au plus tard le 15 avril de l'année en cours (cette date est reportée au 30 avril l'année de renouvellement de l'organe délibérant) le budget primitif du budget principal et au plus tard le 30 juin de l'année en cours, le compte financier unique N-1 du budget principal.